

# PRISM : Microsoft joue la transparence

**Microsoft** compte parmi [les entreprises high-tech](#) qui transmettent aux agences américaines du renseignement des données utilisateurs au titre de la sûreté nationale et de la lutte anti-terroriste.

Après les révélations relatives au [programme PRISM de la NSA](#) (National Security Agency), Microsoft a réaffirmé dans [un communiqué](#) daté du 11 juillet jouer la transparence. En juin, l'entreprise avait aussi précisé le volume total de demandes qui lui ont été transmises par l'administration américaine l'an dernier.

## Les limites de la loi FISA

Les requêtes établies dans le cadre de [la loi FISA](#) (Foreign Intelligence Surveillance Act), loi qui encadre les demandes classifiées de données personnelles d'étrangers, peuvent désormais être intégrées au volume total de requêtes rendu public par Microsoft. C'est une première.

Toutefois, si le FBI et le Département de la Justice (U.S. DOJ) ont donné leur accord en ce sens, la législation américaine interdit toujours aux entreprises de reconnaître l'existence de ces demandes spécifiques.

Microsoft n'a donc ni confirmé, ni infirmé qu'elles soient effectivement incluses. **John Frank**, conseiller juridique adjoint de la société, a néanmoins précisé : « *si nous devons avoir reçu de telles demandes, elles seraient incluses dans le volume total* ».

## 32 000 comptes utilisateurs

Microsoft déclare avoir reçu du 1er juillet au 31 décembre 2012 entre 6000 et 7000 demandes, mandats et requêtes émanant de l'administration américaine (locale, régionale ou fédérale) affectant entre 31 000 et 32 000 comptes utilisateurs au total. Et ce au nom de la sécurité nationale des États-Unis et de la lutte contre la criminalité.

Le numéro un mondial du logiciel a ajouté ne pas avoir reçu de requêtes du même type que celles que Verizon auraient eu à propos de données sensibles appartenant à ses clients américains.

Soupçonné par le passé de réserver dans Windows des portes dérobées à la NSA, Microsoft a également déclaré la semaine dernière : « *ne fournir à aucun gouvernement un accès libre ou direct à SkyDrive, Outlook.com, Skype ou tout autre produit Microsoft* ».

## La transparence, à quel prix ?

Comme d'autres avant elle, dont [Google avec les « lettres » du FBI](#), la firme de Redmond appelle « à une plus grande transparence sur le volume et la portée des demandes relevant de la sécurité nationale ». Il s'agit de rester crédible auprès des professionnels et des particuliers, tout en satisfaisant aux obligations légales.

« Nous apprécions les efforts du gouvernement américain pour nous permettre de communiquer plus d'informations et nous comprenons qu'il en mesure soigneusement l'impact », a souligné John Franck. « Avec le temps, nous espérons de nouvelles mesures en ce sens. La transparence ne peut à elle seule suffire à rétablir la confiance du public, mais c'est un excellent début », a-t-il conclu.

---

### **Voir aussi**

[Quiz Silicon.fr – 10 questions sur Microsoft](#)